



HAL
open science

**Pour une histoire comparée de l'espace public. Le cas de
la financiarisation de la presse écrite en France et au
Royaume-Uni au dix-neuvième siècle.**

Christian Pradié

► **To cite this version:**

Christian Pradié. Pour une histoire comparée de l'espace public. Le cas de la financiarisation de la presse écrite en France et au Royaume-Uni au dix-neuvième siècle.. 2022. hal-03746553

HAL Id: hal-03746553

<https://hal.science/hal-03746553>

Preprint submitted on 5 Aug 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Christian Pradié

Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication

Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis

CIM-MCPN (Université Paris-3 Sorbonne Nouvelle)

Courriel : cpradie@orange.fr

Pour une histoire comparée de l'espace public.

Le cas de la financiarisation de la presse écrite en France et au Royaume-Uni au dix-neuvième siècle.

For a comparative history the public sphere.

The case of the financialization of the newspapers in France and in the United Kingdom during the nineteenth century.

Para una historia comparada por el espacio público.

El caso del financiarisation de la prensa escrito en Francia y en el Reino unido en el decimonono siglo.

Résumé

Le projet d'édification d'une histoire globale de l'espace public amène à prendre en considération les propositions de Jürgen Habermas sur son émergence, après le dix-septième siècle, mais aussi celles plus récemment formulées sur l'apparition d'une industrie culturelle, à partir du dix-neuvième siècle. La conciliation de l'étude de ces deux objets amène à s'attacher à la description du développement, après 1830, d'un espace public complexe, intégrant la multiplicité des règles de constitution des sociétés, notamment de capitaux, parmi les entreprises de presse écrite. Dans une approche comparatiste, les différences de conditions de libéralisation financière permet d'aborder la spécificité des chronologies nationales, en caractérisant les changements survenus, après 1836 en France, puis après 1896 au Royaume-Uni, à la suite de la diffusion, par les moyens d'un financement par la bourse, d'une presse à bas prix s'appuyant sur les recettes des annonces de publicité.

Mots-clés :

Espace public, industrie culturelle, presse écrite, publicité, bourse

Public sphere, cultural industry, newspapers, advertising, stock exchange

Espacio público, industria cultural, prensa escrito, publicidad, bolsa de valores

Pour un grand nombre d'aspects, le dix-neuvième siècle représente une période d'un intérêt particulier pour l'historien de la presse et des médias. Parmi les multiples transformations que connaît l'édition de journaux dans cette période, l'instauration des entreprises de presse comme sociétés de capitaux reliées à l'activité des marchés financiers agit comme un facteur déterminant pour la définition de nouvelles conditions de concurrence.

Dans chacun des pays concernés par cette libéralisation financière, l'espace public devient organisé suivant cette complexité nouvelle, qui tend à opposer, en une disjonction duale de la sphère publique, des offres intellectuelles et artistiques marquées par des choix commerciaux et éditoriaux différents.

Pour la France et le Royaume-Uni, ces mutations apparaissent s'installer suivant des chronologies spécifiques, tout en amenant, après 1895, la mise en oeuvre d'un cadre comparable. Néanmoins, les voies propres de développement suivies auparavant, durant plus d'un demi-siècle, se révèlent marquer les modèles nationaux, par l'importance prise, au sein de l'un ou de l'autre, par des choix de gestion privilégiés ou par des genres éditoriaux au développement spécifique.

I. La libéralisation financière de la presse en France

Avant d'établir une chronologie comparée du cadre d'évolution de la presse dans les deux pays, il convient d'exposer d'abord les raisons de la divergence des conditions de libéralisation financière, plus précoce en France qu'au Royaume-Uni.

En France comme dans d'autres pays, la loi sur les sociétés de capitaux doit aménager le recours ou non à une autorisation préalable, au caractère illimité ou non des apports, et enfin à l'octroi de la possibilité d'émission d'actions au porteur en remplacement des anciennes actions nominatives.

1) Le rôle particulier des sociétés en commandite en France après 1832

Un ensemble de facteurs spécifiques va en définitive opposer la situation de la France, où prévalent le statut singulier de sociétés en commandite par actions qui incorporent une responsabilité limitée, issu du Code de commerce de 1807 puis les termes de la jurisprudence du 7 février 1832 sur les actions au porteur, à la situation du Royaume-Uni, où interviennent principalement la portée de la loi de 1844 délivrant de l'autorisation

préalable des sociétés demeurant à responsabilité illimitée puis celle de 1856 sur les sociétés à responsabilité limitée, admettant de plus les actions au porteur.

De cette variété de choix législatifs et de décisions d'ordre jurisprudentiel, va dépendre une situation d'ensemble donnant de prime abord une avance à la France qui connaît entre 1832 et 1838 une « fièvre des commandites » considérable, marquant la préfiguration d'un capitalisme financier de masse, alors qu'au Royaume-Uni, les possibilités d'un rattrapage ne sont permises qu'après 1856, en un essor de « joint-stock companies » solidement établies.

L'héritage de la Révolution de 1830 conduit à pouvoir renouer avec les acquis de la loi du 18 juillet 1828, qui instaure l'abandon de l'octroi de l'autorisation préalable à la publication. L'effet du nouveau régime de libertés est remarquable, dans l'histoire de l'essor de la presse, par la mesure du nombre de publications nouvelles, innovantes par les genres entrepris et largement inédites dans son inspiration, par un ton qui fonde et porte l'esprit de Juillet 1830.

Cette floraison de publications se combine avec la « fièvre » des commandites après 1832. Prévues dans le Code de commerce de 1807, cette seule catégories de sociétés bénéficie d'une dispense d'autorisation, du fait de la coexistence de deux catégories d'associés, les commandités réunis suivant les règles d'une responsabilité illimitée et les commanditaires n'apportant dans la marche de l'entreprise que le montant des parts sociales souscrites. Enfin, l'arrêt de la Cour d'appel de Paris du 7 février 1832, qui établit que « le capital d'une société en commandite peut être divisée en actions au porteur » joue un rôle essentiel en permettant la circulation en bourse des actions des sociétés nouvelles.

Pour Nelly Hissung-Convert, la multiplication des commandites est d'une part « révélateur d'un changement d'époque »¹, en précipitant la spéculation financière. D'autre part, cet essor trouve avec la récente liberté de la presse « une alliée de circonstance », car les conditions de la progression de la publicité des affaires représentent un élément « essentiel » de l'intensité des échanges, en montrant son efficacité dans la tâche de recrutement des nouveaux actionnaires, notamment par le biais des annonces.

L'opération que constitue l'apparition d'un lieu utile aux conditions nouvelles de la publicité financière de masse, renforcée par les effets mutuels de la financiarisation de l'exploitation des annonces, représente l'une des innovations structurantes de la période. En s'ajoutant notamment aux anciens espaces publics littéraire et politique, l'espace public financier procure au capitalisme financier de masse naissant, l'une de ses institutions organiques, suivant des choix de gestion conformes de plus à ses options statutaires.

Alors qu'il apparaît, en fin de compte, pour l'instant, éloigné des innovations proprement technologiques que porte le mouvement de la révolution industrielle, le phénomène de

¹ Nelly Hissung-Convert, *La Spéculation boursière face au droit (1799-1914)*, L.G.D.J., 2009. p. 200.

Voir aussi Pierre-Cyrille Hautcoeur (dir.), *Le Marché français au XIX^e siècle. Récit*, Publications de la Sorbonne, vol. 1, 2007 et Paul Lagneau-Ymonet, Angelo Riva, *Histoire de la Bourse*, La Découverte (Repères), 2012.

financiarisation se constitue donc plutôt comme la combinaison d'innovations juridiques et d'innovations communicationnelles. Sociétés par actions au porteur accompagnées de sociétés en commandite de presse en tant que vecteurs de publicité financière ainsi que consacrés à la presse financière spécialisée, établissant ensemble un espace public financier organisé de même conformément à un mouvement de financiarisation, forment autant de processus d'innovations sur lesquelles va reposer, de façon précoce en France, un capitalisme financier de masse et à l'intérieur de celui-ci un capitalisme de la presse et des industries culturelles².

En effet, la part des activités médiatiques se révèle tout à fait importante au sein des sociétés appuyées sur l'appel à l'épargne publique, se consacrant par ailleurs au développement des services urbains ou encore des établissements financiers et d'assurance³. L'ensemble formé par les titres cotés de journaux, à côté d'entreprises de théâtre, d'imprimeries et de quelques maisons d'édition, forme le tout premier secteur d'activité, avec 401 des 1 106 commandites lancées à Paris entre 1826 et 1837. Les innovations introduites au sein de ces « spéculations de presse » appartiennent au domaine de changements éditoriaux, par des choix inédits de gestion, en matière de financement, désormais ouvert à la collecte publicitaire, de politique commerciale, en visant le bas prix, ou encore d'organisation de la distribution, par la primeur donnée à la vente au numéro.

Enfin, à l'intérieur de cet ensemble de journaux cotés, se constitue à partir de 1836, la catégorie d'une « presse industrielle » s'adressant, en abordant les sujets financiers, au public actionnaire et de plus organisée, donc, comme la propriété du rassemblement de ses propres actionnaires, dont l'effort particulier se porte à obtenir la promotion la plus active de l'expansion de l'« industrialisme ». En résultant ainsi d'une financiarisation de l'espace public financier, le rôle joué par ces titres relève d'une innovation plus spécifique encore au coeur des transformations engagées. En tant qu'espace public financier, la nature de ces nouvelles structures sociales communicationnelles forme un vecteur organique de publicité structurant le fonctionnement de ce nouveau capitalisme financier de masse. Mais, en devenant de plus une institution elle-même financiarisée, elle aboutit à acquérir le caractère d'une force de promotion apparaissant autonome dans la défense d'un esprit d'association

² Voir Christian Pradié, « La Financiarisation des industries culturelles. L'émergence de la presse à la bourse de Paris au XIX^e siècle », in : *Histoire des industries culturelles – XIX^e-XX^e siècles*, Editions de l'A.D.H.E., 2002, p. 75-86.

Voir aussi Charles E. Freedeman, *Joint-Stock Enterprise in France (1807-1867). From privileged company to modern corporation*, The University of North Carolina Press-Chapel Hill, 1979.

³ Alors que le nombre de lancement de nouvelles sociétés anonymes se limite à une ou deux dizaines par an, la création de nouvelles sociétés en commandites atteint un niveau de 1 779 pour la France entière, dont 1 106 à Paris, entre 1826 et 1837. Sur les 223 cotations publiées par *L'Actionnaire* en 1836, figurent parmi les catégories les plus importantes, à la suite des journaux et publications (34), les secteurs des transports par messageries et voitures (28), des bateaux à vapeur (19), des constructions de canaux (18), de compagnies d'assurance (17), d'exploitation de ponts (11), d'éclairage par le gaz (10), etc. Voir *L'Actionnaire*, n°1, décembre 1836.

financière, notamment face à l'esprit d'association industrielle, vantée alors à travers les projets d'associations ouvrières par les tenants du mutuellisme⁴.

2) Développement de la presse financiarisée et disjonction de l'espace public en France

Dès après la libéralisation de 1832 et de façon constante au cours de la décennie, l'attrait des investisseurs pour les nouvelles formes de presse est tout à fait élevé, avant qu'un assèchement relatif de l'épargne et une plus grande défiance pour les affaires spéculatives, parfois poursuivies devant les tribunaux, ne modèrent la fièvre pour les commandites vers 1838. La part occupée par le secteur de la presse et de l'édition est, en 1833, de 33 sur un total de 66 commandites constituées à Paris et en 1837 de 94 sur 287. Pour la période comprise entre 1826 et 1837, l'ensemble cumulé des journaux et publications s'élève à 401 sur un total de 1 106 commandites constituées à Paris et de 51 sur 673 hors Paris, soit pour la France entière 452 sur 1 779, représentant les proportions de 36% pour Paris et 25% pour la France entière. Au sein des nouveaux titres, *L'Actionnaire - Revue industrielle contenant la cote des actions*, paru à partir de décembre 1836 puis *La Bourse - Revue générale des sociétés par actions*, à partir d'août 1837, puis encore *Le Capitaliste - Journal des intérêts de l'industrie et des actionnaires*, à partir d'avril 1838, présentent une liste assez complète des cotes des valeurs concernées par la plus grande intensité du négoce des parts sociales. Sur 260 valeurs décrites dans son premier numéro, *Le Capitaliste* fait figurer, sous la catégorie « imprimeries et librairies », une série de 10 valeurs, sous la catégorie « journaux et publications », 49 et, sous la catégorie « théâtres, concerts », 10, composant un total de 69 valeurs cotées émises par 65 entreprises du secteur de la culture et de la communication⁵.

⁴ Voir Vincent Robert, « Paysages politiques, cohérences médiatiques » et Thomas Bouchet, « Presse et événement », in Dominique Kalifa, Philippe Régner, Marie-Eve Thérenty et Alain Vaillant (dir.), *La Civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX^e siècle*, Nouveau Monde éditions, 2011, p. 213-48 et p. 1341-54.

⁵ *Le Capitaliste*, n°1, avril 1838.

LE CAPITALISTE,

Journal

DES INTÉRÊTS DE L'INDUSTRIE ET DES ACTIONNAIRES,

Paraissant tous les mois par livraisons de deux feuilles.

Reufermant une Revue mensuelle et complète de toutes les Sociétés par actions ayant une existence réelle; — un article critique consacré à l'examen des nouvelles entreprises industrielles; — une Cote générale des Actions industrielles; — un Bulletin raisonné des Cours de la Bourse; — les Annonces de convocation et le Compte-Rendu des Assemblées générales; — les Nouvelles industrielles; — les Annonces, etc.

Paris pour Paris
ET LES
DÉPARTEMENTS. 4 fr. par an.
ÉTRANGER. 5 fr. 50 c.

Envoyer FRANCO un mandat à vue
sur la poste ou sur Paris.

Cote et Bulletin
DE
MONTREUIL 7000000000000000

Insertions:
1 FR. 50 C. LA LIGNE.

ON S'ABONNE A PARIS, AUX BUREAUX DU JOURNAL, RUE VIVIENNE, 7,
Et chez tous les Directeurs de Postes.

Cirage
ou
en métal. 300,000 exempl.

Tous paiements et demandes de renseignements doivent être adressés au Directeur, rue Vivienne, 7.—On ne reçoit que les lettres affranchies.

Bulletin Mensuel
ou
COURS DE LA BOURSE.

Prix d'un Numéro:
30 CENTIMES.

NOMBRE DES ACTIONS.	ÉCHÉANCES des INTÉRÊTS OU DIV.	PRODUIT de la DERNIÈRE ANNÉE.	DÉSIGNATION DES SOCIÉTÉS	SOMME PAYÉE SUR CHAQUE ACTION.	VALEUR NOMINALE.	DERNIER COURS CONST.
------------------------	--------------------------------------	-------------------------------------	--------------------------	--------------------------------------	------------------	-------------------------

IMPRIMERIES ET LIB.

Imprimerie et librairie normale. (P. Dupont et comp.)	tout	10,000	11000
Imprimerie Everat et comp.	tout	250	175
— H. Fournier et comp.	tout	250	pair
— et fonderie de F. Loquin et comp.	tout	500	en émiss.
— Gauthier frères et comp. à Besançon	tout	5000	inaliénab.
— Dito	tout	400	en émiss.
— Lange Lévy et comp.		1000	sans aff.
— et librairie polyglotte Vaudoncourt, Sar- rut et comp.)	tout	500	en émiss.
Lithographie et pierres de Mu- nich. (E. Kappelin et comp.) . .	tout	200	en émiss.
Librairie-Correspondance	tout	1000	pair.

JOURNAUX ET PUBLICATIONS.

Actionnaire.....	tout	500	Musée des Familles (Desrez et C ^o).....	tout	1000
Almanach des 100,000 adresses.....	tout	200	Magasin Pittoresque.....	tout	1000
Aspic (l').....	tout	100	Moile (la).....	tout	1000
Artiste.....	tout	1000	Moniteur parisien, l'Entr'Acte et le Vert-Vert.....	tout	1000
Association municipale. (Paul Dupont et comp.).....	tout	100	Moniteur de l'Enregistrement et des Domaines.....	tout	250
Bibliothèque illustrée à l'usage de la jeunesse.....	tout	100	Nouvelle Maison rustique.....	tout	250
Biographie contemporaine.....	tout	250	Nouvelle Minerve.....	tout	1000
Biographie cathol. (M. Genoude).....	tout	250	Plutarque Français.....	tout	250
Bourse (la),..... (1 ^{re} série).....	tout	200	Presse (la) (1 ^{re} série non convertie).....	tout	250
—..... (2 ^e série).....	tout	100	— (1 ^{re} série convertie).....	tout	250
Concurrence (la) Courrier des Marchés.....	tout	125	— (2 ^e série).....	tout	250
Constitutionnel.....	tout	5000	Presse médicale.....	—	250
Courier Français.....	tout	5000	Publication des cours des facultés de Paris.....	tout	500
Dictionnaire des Codes.....	tout	500	Quotidienne.....	tout	—
Droit (journal gén. des tribun.).....	tout	5000	Revue Britannique, Cercle Britannique, etc.....	tout	500
Echo Français.....	tout	1000	Revue Universelle.....	tout	500
Estafette.....	tout	500	Siècle (le).....	tout	200
Encyclopédie des Lois.....	tout	250	Soc. des Dictionnaires. (1 ^{re} série).....	tout	250
Europe (l') Industrielle.....	tout	500	— (2 ^e série).....	tout	250
Exploitation des Œuvres inédites de Chateaubriand.....	tout	500	Société des Leçons et Modèles de Littérature et d'Eloquence française.....	tout	250
Gazette des Tribunaux.....	tout	1000	Soc. des Publications religieuses.....	tout	500
Histoire de la Restauration.....	tout	250	Société pour la publication de musique classique et moderne.....	tout	250
Journal des Conseils de Fabrique.....	tout	200	Univers (l').....	tout	250
Journal des Conseillers municipaux.....	tout	500			
Journal général de France.....	tout	250			
Messenger.....	tout	500			

THÉÂTRES, CONCERTS.

700			Casino-Pagauin.....	tout	500	forte per- par. 2000 à 1800 1000 250 5000 sans af. en émb. 350 80
1000		6%	Ambigu-Comique et Galté.....	tout	1000	
408	juin-déc.		Gymnase dramatique.....	tout	1000	
1520	par trim.		Palais-Royal.....	tout	1000	
400			Panthéon.....	tout	250	
64	janv.-juill		Porte Saint-Martin.....	tout	5000	
2100			Porte Saint-Antoine.....	tout	250	
1440			Saint-Marcel.....	tout	250	
100			Vaudeville.....	tout	4000	
600			Concerts et bals Musard.....	tout	1000	

Progressivement, le champ de l'intérêt du mouvement des affaires se porte, en partant du potentiel de développement des publications à public restreint vers les catégories de titres au public plus large, entrant alors en concurrence avec les positions occupées par l'ancienne presse⁶. Après les publications s'intéressant dès 1833 à la vulgarisation, avec *Magasin Pittoresque*, le *Musée des familles* ou encore le *Magasin universel*, vient la vague tournée vers les matières juridiques, avec le *Journal des Tribunaux* en 1835, en concurrence avec la *Gazette des Tribunaux*. Avec le lancement de *L'Actionnaire* en décembre 1836, *La Bourse* en août 1837 ou encore *Le Commerce* en janvier 1837 et *La Concurrence* en février 1838, se développent les publications financières. Enfin, c'est au coeur de l'emballement qui bénéficie au lancement des nombreuses commandites tournées vers les affaires d'information et de culture que se produit en 1836 l'investissement du domaine de la presse d'information générale et politique tout comme celui de l'exploitation de spectacles dramatiques⁷.

Dans le domaine de la presse politique, la confrontation avec l'ancienne presse revêt un caractère financier, venant de *La Renommée*, le *Journal général de France*, lancé comme une commandite de 150 000 francs en mars et *La Presse* et *Le Siècle*, commandites de 600 000 francs apparues en juin, tous proposés à bas prix dans le courant de l'année 1836. Par les choix rédactionnels adoptés, elle est aussi commerciale par la pratique du bas prix et de la prospection publicitaire méthodique.

Aussi, comme le notent Marie-Eve Thérenty et Alain Vaillant en particulier au sujet de *La Presse*, juillet 1836 représente l'avènement d'une nouvelle « ère médiatique »⁸. Le tournant pris présente en effet un caractère à la fois structurant et durable, sur le plan de l'organisation socio-économique. En effet, d'une part, par le lien qu'elle réalise entre communication de masse et consommation de masse, l'introduction de l'audience de la production médiatique sur des marchés reliés à l'activité des métiers publicitaires est au coeur d'une transformation en laquelle consiste la nouveauté de l'industrie culturelle. D'autre part, l'importance de ces novations justifie d'associer à la disjonction qu'opère la nouvelle presse sur le plan socio-économique le phénomène d'une disjonction qui apparaît de même sur le plan des stratégies éditoriales et des comportements rédactionnels, constituant, dans l'ensemble, une dualité quant aux fondements de la structuration de l'espace public.

⁶ Voir Gilles Feyel, « Naissance, constitution progressive et épanouissement d'un genre de presse aux limites floues : le magazine. », *Réseaux*, 1/2001 (n° 105), p. 19-51 et « Presse et publicité en France (XVIII^e et XIX^e siècles) », *Revue historique*, 4/2003 (n° 628), p. 837-868. Voir aussi Pierre Albert, « Le Journal des connaissances utiles de Girardin (1831-1836...) ou la première réussite de la presse à bon marché », *Revue du Nord*, 66/1984 (n° 261), p. 733-744.

⁷ Voir Jean-Claude Yon, *Une histoire du théâtre à Paris. De la Révolution à la Grande Guerre*, Aubier, 2012.
Voir aussi Frederic W.J. Hemmings, *The Theatre Industry in nineteenth-century France*, Cambridge University Press, 1993.

⁸ Marie-Eve Thérenty, Alain Vaillant, 1836 : *L'An I de l'ère médiatique. Analyse littéraire et historique de La Presse de Girardin*, Nouveau Monde éditions, 2001.

II. La libéralisation financière de la presse au Royaume-Uni

La politique de taxation importante des publications de presse a souvent été analysée comme un aspect majeur de l'organisation de la diffusion des imprimés au Royaume-Uni au dix-huitième et dix-neuvième siècles. De façon notable, la suppression de l'essentiel de ces taxes survient, en 1855, la même année que l'entrée en vigueur de la responsabilité limitée des actionnaires des sociétés de capitaux, occasionnant un tournant remarquable des conditions de financiarisation de la presse britannique.

Cette inflexion qui ne se produit donc que près de vingt ans après les mutations connues en France vers 1836 ne constitue qu'une première étape, car c'est vers 1896 seulement qu'intervient une bataille commerciale fondée sur les politiques de bas prix, et qui motive, à partir de 1896, un épisode aboutissant à rapprocher durablement la situation respective des deux pays.

1) L'encadrement progressivement réformé des « joint-stock companies »

Très protectrice à l'égard des parties prenantes de la vie des affaires, la législation britannique cumule les protections contre les associations économiques autres que les sociétés de personnes (« partnership »), en soumettant la constitution de sociétés de capitaux (« joint-stock companies ») à un acte d'autorisation adopté par le Parlement.

Au moment où la France connaît une période prolongée d'inflation spéculative, le Royaume-Uni est confronté, au cours de l'année 1836, à une montée de l'intensité des échanges qui concerne, notamment, les chemins de fer et les banques, ces dernières étant l'objet, dès 1826, de plusieurs réglementations successives quant à l'opportunité d'autoriser leur constitution comme sociétés de capitaux. Le secteur de la presse connaît, cette fois, une série de tentatives visant à établir l'activité de « joint-stock newspapers », mais celles-ci demeurent largement éloignées d'une mise à profit des promesses du marché publicitaire et ne participent pas, de même, à l'amplification d'un espace public financier. Néanmoins, s'ouvre, en cette occasion, le débat double sur, d'une part, l'opportunité de cheminer vers une législation « à la française », desserrant la contrainte de l'engagement de l'épargnant dans une responsabilité illimitée et, d'autre part, de l'intérêt de placements financiers dans les activités de presse écrite et relevant de l'espace public.

Au sein d'environ 300 affaires fondées entre 1834 et 1837, la catégorie des journaux arrive loin derrière les secteurs des mines, de la banque ou des transports, en totalisant durablement seulement six constitutions en sociétés de capitaux, apparues toutes entre avril et octobre 1836. Le montant des capitaux réunis est au demeurant d'un niveau modérément élevé, qui atteint pour The London and Westminster Joint Stock Newspaper Company, la somme de 200 000£, divisée en 10 000 actions de 20£, pour The Metropolitan Newspaper

Company, établie pour publier *The Constitutional*, 60 000£ divisés en 6 000 actions de 10£, pour The Liberal Newspaper Company, 50 000£, divisés en 10 000 actions de 5£, ou encore pour The Metropolitan Conservative Company, établi pour publier *The Metropolitan Conservative Journal*, 10 000£, divisés en 5 000 actions de 2£, ...⁹.

APPENDIX TO REPORT FROM SELECT COMMITTEE

NO.	NAME OF COMPANY.	Date of Prospectus.	Nominal Capital.	Number of Shares.	Deposit per Share.
	NEWSPAPER COMPANIES:		£.		£. s. d.
222	The Metropolitan Newspaper Company - - - -	11 Apr. 1836	60,000	6,000	1 - -
243	The London and Westminster Joint Stock Newspaper Company.	-- Apr. 1836	200,000	10,000	1 - -
224	Liberal Newspaper Company - - - - -	6 June 1836	30,000	10,000	1 - -
225	The Metropolitan Conservative Journal - - - -	4 July 1836	10,000	5,000	2 - -
226	London and Provincial Newspaper Company - - -	5 Oct. 1836	25,000	5,000	2 10 -
227	The Independent Newspaper Company - - - -	" " "	5,000	10,000	- 10 -
			320,000	46,000	-

A côté de la stabilité des institutions et des règles, prend place un débat de long terme sur les perspectives de la transformation de la régulation des sociétés commerciales¹⁰. Pour appuyer une évolution de la loi favorable à l'introduction de la notion de responsabilité limitée, valent les arguments des responsables politiques libéraux et des théoriciens utilitaristes. De plus, s'exerce l'attractivité de la situation française, jusque dans le texte de prospectus, où on peut insister, dès les premières lignes, sur l'intérêt majeur des dispositions en vigueur dans le territoire voisin : « il est nécessaire de préciser d'emblée que les lois relatives aux sociétés établies en France sont de loin supérieures à celles de l'Angleterre, chaque

⁹ Voir First Report of the select Committee on Joint Stock Companies, Parliamentary papers, 15 mars 1844. Les deux autres sociétés sont The London and Provincial Newspaper Company, au capital de 25 000£, divisés en 5 000 actions de 5£ et The Independent Newspaper Company, au capital de 5 000£, divisés en 10 000 actions de 1/2£.

¹⁰ Voir James Taylor, *Creating Capitalism (1800-1870). Joint-Stock Enterprise in politics and culture*, The Boydell Press, 2006 et Paul Johnson, *Making the market. Victorian Origins of Corporate Capitalism*, Cambridge University Press, 2010.

actionnaire n'encourant aucune responsabilité de quelque sorte au-delà de l'investissement fait en capital. Aucune décision du Parlement n'est requise, pas plus qu'il n'est nécessaire pour le souscripteur de signer quelque acte notarié, pour une société conçue suivant les règles françaises »¹¹. Mais, l'ampleur de la corruption et des pratiques malveillantes, répandues durant la nouvelle flambée spéculative de 1845, achève de faire apparaître la responsabilité limitée comme une option condamnable pour son immoralité de principe, et dissuade de franchir ce pas. Enfin, une complexité nouvelle se révèle avec l'argumentation de théoriciens sociaux, promoteurs de l'expansion de « friendly societies » et de coopératives ouvrières, qui, pour défendre le projet d'une démocratisation de la propriété sociale, réclament, eux aussi, l'abandon de la responsabilité illimitée des apporteurs de parts sociales. Or, certaines de ces initiatives émanant de ce courant peuvent s'adresser, avec la constitution sur ces bases de vecteurs de propagation des idées mutualistes et encore socialistes, au domaine des publications politiques et donc provoquer une transformation entière, en ces matières et suivant la force des sociétés de capitaux, de l'organisation de la production médiatique, à l'instar de la tentative de création de la Joint Stock Book Company, lancé dès 1826 par le militant radical Richard Carlile pour reprendre l'édition de *The Republican*, et de même, plus tard, du combat mené par William Lovett, lui aussi animateur de publications périodiques, comme *The Charter*, paru à partir de 1839 et dirigeant chartiste parmi les plus influents.

Durant la période qui suit, marquée par de forts affrontements politiques, l'opposition des milieux ouvriers fait le choix d'organiser une expression publique échappant aux obligations du timbre, l'audience de ces titres « unstamped » parvenant à dépasser celles des titres s'y soumettant. Par ailleurs, la persistance des taxes continue de représenter une dangerosité quant à l'intérêt du placement dans des entreprises de presse. Aussi, *The Times* peut alors devenir l'organe dominant du secteur, bénéficiant de l'exclusivité d'un cahier de petites annonces, progressivement étendu sous l'effet de premiers abaissements de la taxe sur la publicité commerciale.

2) L'apparition tardive d'une concurrence fondée sur la collecte des annonces de publicité

L'affrontement concurrentiel commandé par une baisse des prix entre titres rivaux ne va, en définitive, se produire qu'à la suite du tournant de 1855 et 1856¹². De nouvelles conditions législatives amorcent, dès 1853, puis définissent clairement, en 1855, un cadre supprimant significativement les entraves fiscales à toute composante des activités de presse et de publicité. Durant, de même, l'année 1855, la législation évolue de façon décisive, dans le domaine des sociétés de capitaux, en reconnaissant la faculté de premières sociétés à responsabilité limitée et dont l'échange des parts établies au porteur pourra être aisément

¹¹ « It is necessary to premise that the Laws relative to Companies established in France are far superior to those of England, each shareholder incurring non responsibility of any kind beyond the Investment of his Capital. No Act of Parliament is required, nor is it necessary for the Subscriber to sign any Deed, as this Company will be governed by the existing French Laws » (Prospectus de Continental Flax and Patent Canvas Company, juin 1836, p. 1).

¹² Voir Martin Hewitt, *The Dawn of the Cheap Press in Victorian Britain (1849-1869). The End of the Taxes on Knowledge*, Editions Bloomsbury, 2013.

organisée, une loi ultérieure de 1856 amplifiant la portée de celle-ci en permettant une harmonisation des statuts. Parmi les 3 700 nouvelles sociétés apparues entre 1856 et 1865, 75 sont des journaux puis 125, 225 et 420 durant les décennies qui suivent. A une propriété familiale répandue dans le secteur de la presse, tend à se substituer un contrôle de ces firmes suivant les critères d'un capitalisme financier lié à un essor durable des marchés boursiers. Ainsi que l'affirme, en tant que Lord President of the Council, à la tête du Parlement, Earl Grenville, en mars 1856 : « En ce qui concerne les partenaires qui se regroupent en sociétés par actions pour créer des journaux, je dois dire qu'un tel projet me semble des plus légitimes et qu'il est tout à fait estimable pour ces partenaires de joindre leurs efforts pour éclairer l'esprit du public »¹³.

Néanmoins, la dispersion des dépenses de publicité au bénéfice du *Times* et des principaux titres régionaux décourage la formation d'initiatives pouvant rivaliser avec les titres en place. La catégorie de la presse quotidienne politique n'est l'objet d'investissements boursiers que durant la première moitié des années 1890.

Après, *The Star*, lancé en 1888 et édité par une société au capital de 100 000£ divisés en actions de seulement 1£, inaugurant la bataille des quotidiens à bas prix en proposant pour un demi-penny les contenus caractéristiques du « new journalism », le tournant opéré sur le marché de la presse politique « populaire » revient à l'apparition en 1896 du groupe Harmsworth Brothers dont le capital s'élève d'abord au montant inégalé de 1 000 000£ divisés en actions de 1£. Alfred Harmsworth, devenu Lord Northcliffe après 1905, vise à développer une politique industrielle de nature à atteindre, en usant du recours aux nouveaux genres journalistiques, les plus hauts tirages obtenus en d'autres pays. Il instaure surtout, pour le lancement du *Daily Mail*, en mai 1896, une pratique de gestion des insertions de publicité entièrement adaptée aux attentes des annonceurs et agences, du point de vue de leur forme, de leur tarif ou encore de la fiabilité des niveaux de diffusion déclarés. Même si ces principes ne tarderont pas être suivies sans délai par un nombre important de groupes rivaux, comme Newnes, Pearson, ou encore Cadbury, Harmsworth obtient une avance sur ces derniers, conservée pour une large part durant le siècle suivant.

Conclusion

Dans chacun des deux pays, une disjonction duale de l'espace public apparaît avec la complexité née du développement d'une nouvelle logique de conduite de l'entreprise éditoriale, après 1836 en France puis, passée une première inflexion vers 1856, après 1896 au Royaume-Uni.

Le cadre d'analyse de ces mutations de l'espace public renvoie à l'intérêt d'étendre l'étude des développements de l'entreprise médiatique aux conditions existantes, particulièrement sur le plan législatif, quant au statut financier de l'organisation éditoriale, susceptible, de

¹³ Prospectus de *The Dial*, 1856, p. 1.

façon variable, de répondre aux changements occasionnés par les processus de financiarisation.

Bibliographie

Généralités :

CASSIS Youssef, *Les Capitales du capital (1780-2005). Histoire des places financières internationales*, Honoré Champion, 2008.

CHALABY Jean K., *The Invention of Journalism*, Mc Millan-St Martin's Press, 1998.

CHARLE Christophe, *La Dérégulation culturelle. Essai d'histoire des cultures en Europe au XIX^e siècle*, P.U.F., 2015.

HABERMAS Jürgen, *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Payot, 1992 (1962).

France :

BOUCHET Thomas, BOURDEAU Vincent, CASTLETON Edward, FROBERT Ludovic et JARRIGE François (dir.), *Quand les Socialistes inventaient l'avenir (1825-1860). Presse, théories et expériences*, La Découverte, 2015.

DUMASY Lise, *La Querelle du roman-feuilleton (1836-1848). Littérature, presse et politique : Un débat précurseur*, ELLUG-Université Stendhal-Grenoble III, 1999.

EVENO Patrick, *Histoire de la presse française. De Théophraste Renaudot à la révolution numérique*, Flammarion, 2012.

FREEDEMAN Charles E., *Joint-Stock Enterprise in France (1807-1867). From Privileged Company to Modern Corporation*, The University of North Carolina Press-Chapel Hill, 1979.

HAUTCOEUR Pierre-Cyrille (dir.), *Le Marché français au XIX^e siècle. Récit*, Publications de la Sorbonne, vol. 1, 2007.

GLINOER Antony, LAISNEY Vincent, *L'Age des cénacles. Confraternités littéraires et artistiques au XIX^e siècle*, Fayard, 2013.

HEMMINGS Frederic W.J., *The Theatre Industry in Nineteenth-Century France*, Cambridge University Press, 1993.

HISSUNG-CONVERT Nelly, *La Spéculation boursière face au droit (1799-1914)*, L.G.D.J., 2009.

JAKOBOWICZ Nathalie, 1830 : *Le Peuple de Paris. Révolutions et représentations sociales*, Presses Universitaires de Rennes, 2009.

KALIFA Dominique, REGNIER Philippe, THERENTY Marie-Eve et VAILLANT Alain (dir.), *La Civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX^e siècle*, Nouveau Monde éditions, 2011.

MARTIN Marc, *Trois Siècles de publicité en France*, Odile Jacob, 1992.

PALMER Michaël B., *Naissance du journalisme comme industrie. Des petits journaux aux grandes agences*, L'Harmattan, 2014 (1983).

ROBERT Vincent, *Le Temps des banquets (1818-1848). Politique et symbolique d'une génération*, Publications de la Sorbonne, 2010.

THERENTY Marie-Eve, VAILLANT Alain, 1836 : *L'An I de l'ère médiatique. Analyse littéraire et historique de La Presse de Girardin*, Nouveau Monde éditions, 2001.

Royaume-Uni :

BOYCE George, CURRAN James et WINGATE Pauline, *Newspaper History. From the 17th Century to the Present Day*, Constable-Sage, 1978.

HARRIS Ron, *Industrializing English Law (1720-1844). Entrepreneurship and Business Organization*, Cambridge University Press, 2000.

HEWITT Martin, *The Dawn of the Cheap Press in Victorian Britain (1849-1869). The End of the Taxes on Knowledge*, Editions Bloomsbury, 2013.

JOHNSON Paul, *Making the Market. Victorian Origins of Corporate Capitalism*, Cambridge University Press, 2010.

KOSS Stephen, *The Rise and Fall of the Political Press in Britain. The Nineteenth Century*, Hamish Hamilton, vol. 1, 1981.

LEE Alan J., *The Origins of the Popular Press (1855-1914)*, Croom Held, 1976.

NEVETT Terry R., *Advertising in Britain. A History*, Heinemann, 1982.

STRACHAN John, *Advertising and Satirical Culture in the Romantic Period*, Cambridge University Press, 2007,

TAYLOR James, *Creating Capitalism (1800-1870). Joint-Stock Enterprise in Politics and Culture*, The Boydell Press, 2006.

WILLIAMS Kevin, *Read All about It! A History of the British Newspaper*, Routledge.